

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20^{ème} année - N° 3470 - Mardi 10 Septembre 2019 - Prix : 200 Fc

INTEMPÉRIES

Nyumadzaha, une localité exposée aux risques d'inondations



Inondation à Nyumadzaha.

TRANSPORT MARITIME

Inauguration officielle du Fatima Ferry à Mutsamudu

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Septembre 2019

Lever du soleil:
06h 07mn
Coucher du soleil:
18h 04mn
Fadjr : 04h 54mn
Dhouhr : 12h 12mn
Ansr : 15h 19mn
Maghrib: 18h 07mn
Incha: 19h 21mn



CONFÉRENCE SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION

Aligner objectifs de la Convention et Programme de développement durable à l'horizon 2030

Du 2 au 13 septembre 2019 se tient à New Delhi en Inde la 14e session de la Conférence des parties (COP 14) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) sous le thème « Restaurer la terre, soutenir l'avenir ».

Quelques 5000 participants représentant les gouvernements, la société civile, les établissements universitaires et le secteur privé prennent part à la réunion de deux semaines, qui coïncidera également avec la 18e session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC 18) et à la 14e session du Comité de la science et de la technologie de la Convention sur la lutte contre la désertification (CST 14). La COP 14 a lieu deux ans après l'adoption du nouveau cadre stratégique de la Convention (2018-2030) à la COP 13 à Ordos, en Chine.

Il donnera donc aux parties la première occasion d'examiner les progrès accomplis au titre des cinq

objectifs stratégiques de la Convention et de fournir un apport initial en vue de la préparation de l'évaluation à mi-parcours du Cadre stratégique en 2024. Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la Convention, a déclaré: «La COP14 a attiré le plus grand nombre de décideurs de tous les temps et au plus haut niveau de notre histoire. Les décisions politiques à prendre pourraient marquer un tournant majeur dans la manière dont nous gérons les maigres ressources en terres et en eau qui nous restent. »

On notera que la COP s'est livrée à un premier échange de points de vue sur la question de savoir s'il convient d'inclure les régimes fonciers dans la Convention, et sur la façon de le faire, le cas échéant. Conformément au ton de la session de dialogue ouvert qui avait eu lieu avec la société civile, il y eut un large consensus sur le fait que la gouvernance foncière est un élément crucial dans la mise en place d'environnements propices à la Gestion Durable des Terres (GDT) et à la Neutralité des Terres (NDT).



À droite Le Secrétaire exécutif de la Convention, Ibrahim Thiaw

Pour leur part, les Organisations de la Société Civile (OSC) ont souligné le besoin urgent de sécuriser les moyens fonciers de subsistance dont dépendent des millions de personnes dans le but d'atteindre les objectifs de la Convention, et ont appelé à reconnaître les régimes fonciers coutumiers, car ceux-ci sont essentiels à la conservation des

ressources naturelles.

En réponse aux questions soulevées, le Secrétariat a indiqué avoir pris note du caractère sensible de la question et a signalé que les points de vue et les recommandations émis par les délégués seraient consignés dans les propositions qui sont en cours de rédaction

Conformément à la pratique

récente, la 14e Conférence des Parties devrait aboutir à l'adoption d'une «Déclaration de New Delhi» et au lancement d'un «programme d'héritage» qui sera promu par le gouvernement hôte pour faire progresser la mise en œuvre de la Convention.

Mmagaza

ELECTIONS LÉGISLATIVES DE 2020

Ouverture du bal pour le parti Radhi à Moroni

Lors d'une cérémonie d'introduction du bureau régional du parti dans la capitale, le secrétaire général du parti Radhi par intérim, a annoncé que son parti dispose déjà de leurs 24 candidats, sur les 24 circonscriptions électorales des Comores, qui sont "des candidats à la candidature" aux législatives de 2020. Toutefois, il se dit être à l'écoute de l'Alliance de la mouvance présidentielle avant de prendre leur décision finale.

Le Rassemblement pour une alternative de développement harmonieux et intégré (Radhi), a organisé, le samedi 7 septembre à Moroni une cérémonie officielle d'intronisation du bureau régional du parti à Moroni, en présence de tout le gratin de cette formation politique proche du pouvoir. Cette réunion a été l'occasion du parti de Houmedis Msaidi, de dévoiler leur nouvelle stratégie par rapport à l'organisation des prochaines élections législatives et communales, prévues en début d'année 2019.

Dans son mot de bienvenue, Issa Goda a rappelé aux militants et sym-

pathisants du parti, que le Radhi est une formation politique qui est toujours présente à tous les grands rendez-vous électoraux depuis sa création. Et à quelques mois de l'ouverture officielle de la campagne électorale des législatives, le Radhi a consulté sa base pour préparer ce rendez-vous. « Pour commencer, nous avons choisi la capitale de l'Union des Comores, plus particulièrement le quartier de Mboueni, pour introniser le bureau régional de la ville de Moroni. Elle sera suivie par ceux des autres régions des îles de Ngazidja, Ndzouani et Mwali dans les prochains jours », explique-t-il.

De son côté, le secrétaire général par intérim, Abdallah Moumine, a réaffirmé l'appartenance du parti Radhi à l'Alliance de la Mouvance Présidentielle (AMP), et se dit attentif à leurs orientations. Toutefois, il a souligné que le parti étant une formation politique et à l'approche des élections législatives et communales, il doit se préparer pour être présent à ce grand rendez-vous démocratique. « Le parti Radhi dispose dès à présent, de ses 24 candidats

sur les 24 circonscriptions électorales formant l'Union des Comores. Et ces candidats seront des candidats à la candidature des élections législatives de 2020, annonce-t-il. Si l'AMP décide qu'elle utilise le sché-

ma des dernières élections présidentielles et des gouverneurs des îles, nous nous soumettrons à cette décision et lui soumettrons nos candidats. C'est à eux de voir qui seront retenus et qui ne le seront pas ». Ce

dernier a demandé aux militants du parti à commencer les préparatifs des élections communales, qui peuvent intervenir après celles des législatives.

MY



UNION DES MUTUELLES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT YA KOMOR (U-MECK)

Conseil d'administration

MECK-MITSOUJJE

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre du renforcement de ses effectifs, la MECK-Mitsoudjé recrute sur concours un Agent de Crédit.

I. GENERALITES :

1. Titre du poste : AGENT DE CRÉDIT.
2. Exigence du poste : Être de nationalité comorienne et libre de tout engagement au plus tard le 30 septembre 2019;
3. Durée du contrat : 1 an renouvelable;
4. Catégorie professionnelle : Cadre.

II. COMPÉTENCES ET QUALIFICATIONS REQUISES :

1. Être titulaire d'un diplôme minimum de BAC+ 3 en gestion, finance, économie ou droit des affaires.

2. Avoir une expérience professionnelle de 2 ans ou plus dans un domaine équivalent ;
3. Avoir la maîtrise des logiciels de traitement de texte MS WORD et du tableur MS Excel.
4. Avoir une connaissance de la microfinance serait un atout.

III. PIÈCES À FOURNIR:

- 1- Curriculum Vitae,
- 2- Lettre de motivation manuscrite adressée au Président de la MECK-Mitsoudjé ;
- 3- Copie certifiée du/des diplôme(s) ou certificat(s) requis ;
- 4- Certificat de travail ;
- 5- Copie de la carte d'identité biométrique ;
- 6- deux (2) photos d'identité récentes ;
- 7- Extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois.

IV. DEPOTS DES DOSSIERS :

Les dossiers des candidatures doivent être adressés au Président de la MECK-Mitsoudjé, sous pli fermé portant la mention : «Recrutement agent de crédit de la MECK-Mitsoudjé».

** Date limite : Le vendredi 20/09/2019 à 11 h 00 mn

** Lieu :
• MECK-Mitsoudjé
• Tel : 773 75 07 ;

N.B

- Toutes les étapes de sélection vont se dérouler aux Comores.
- Tout dossier incomplet ou déposé après la date limite ne sera pas examiné.
- Seuls les candidats retenus seront contactés.

La Gazette des Comores

Le devoir d'informer, la liberté d'écrire

INTEMPÉRIES

Nyumadzaha, une localité exposée aux risques d'inondations

Des fortes pluies s'abattent sur le Hambou et le village de Nyumadzaha depuis samedi. Des habitations et des familles sont touchées par les débordements des rivières qui ont causé quelques dégâts matériels. Près de cinquante familles ont été touchées et déplacées et des mesures de sécurité sont prises afin d'éviter d'autres dégâts. Le bilan ne semble pas alarmant. Comparé à la situation de 2012, on nous affirme que les régions de Dimani, de Bambao et de Hambou sont bien exposées aux risques d'inondations et débordements des rivières. De ce fait, des mesures immédiates s'imposent pour prévenir et faire face à ces catastrophes naturelles.

Depuis Samedi, des pluies diluviennes s'abattent sur Nyumadzaha, au sud de la région de Bambao à la Grande-Comores. Ces dernières auraient

causé des débordements des rivières et des inondations. Afin de s'imprégner de la situation, plusieurs autorités se sont déplacées sur les lieux. Présent ce lundi avec la première dame, le président de la République Azali Assoumani reconnaît la vulnérabilité de la zone allant jusqu'à Hambou et a promis que des dispositions de sécurité doivent être prises pour, affirme-t-il « réduire les dégâts ».

Devant le lieutenant Zakaria Abdallah, Azali Assoumani a appris l'évolution de la situation, le bilan et les mesures prises. Le coordinateur du poste de commandement, lieutenant Zakaria, a expliqué, dessin à l'appui, les causes de ces débordements et selon lui, ce sont les travaux d'extraction du sable, qui auraient obstrué le chemin de la rivière et qui a provoqué cette dérive. La situation est alarmante et la localité de Nyumadzaha n'est pas à l'abri des risques de tout débordement.

Les forces de l'ordre, la sécurité civile, la police nationale, le croissant rouge comorien, la communauté locale et la mission du SNU se préparent à toute éventualité. Présentes sur les lieux depuis le déclenchement de l'alerte dans la nuit du dimanche, en chef d'équipe, Zakaria dit que c'est près de cinquante familles qui ont été évacuées et prises en charge.

Afin d'être prêtes à toute éventualité de débordement, les équipes de secours gardent le même dispositif de sécurité notamment sur les évacuations des personnes exposées aux risques. « Nous avons gardé le même dispositif de sécurité et de prévention depuis la nuit du 8 à cette journée du 9 septembre et cela nous a permis d'évacuer une autre famille de sept personnes », explique le lieutenant Zakaria en affirmant que les recommandations du maintien du dispositif d'évaluations rapides pour les besoins d'ur-

gence suggérées par les autorités et la mise en place d'un service de régulation de la circulation routière semblaient être les premières.

Comparée à la situation de 2012, un haut responsable de la direction générale de la sécurité civile fait savoir qu'il s'agit des rivières curées qui seraient à l'origine de ces inondations bien que ce dernier affirme que « les mesures prises en 2012 ont été mises en application ». Et avance-t-il « en 2012, les inondations avaient bloqué la traversée allant de Moroni au Sud de l'île jusqu'à Hambou. Cette fois-ci par contre, nous avons de la chance car les débordements ne se sont produits que sur une partie et plus précisément sur la localité de Nyumadzaha ». Bien placé pour parler de la vulnérabilité du village, notre source précise que ce sont en gros trois régions qui sont les plus exposées. « Dimani, Bambao et Hambou sont bien susceptibles aux

inondations et débordements des rivières. A Nyumadzaha comme à Mitsoudjé, nous comptons jusqu'à trois rivières le long de chacune des localités, donc les inondations peuvent être fréquentes contrairement aux autres régions », affirme notre source sous l'anonymat.

Le village de Nyumadzaha et la région de Hambou sont de plus en plus exposés aux risques des inondations. En 2012, des fortes pluies avaient causé des débordements et des inondations dans différentes zones. Des mesures bien qu'annoncées tardent à être mises en application. La situation devient de plus en plus alarmante et des mesures immédiates pour le maintien et la stabilisation des rivières s'imposent pour préserver les familles exposées à ces dangers menaçants.

A.O Yazid

RENTRÉS SCOLAIRE 2019/2020

La rentrée reste incertaine

Suite aux assemblées générales tenues dans les trois îles, le Syndicat National des Professeurs décide à l'unanimité de boycotter la rentrée scolaire 2019/2020. Selon le secrétaire général du SNPC, la décision finale est attendue dans les prochains jours.

Le gouvernement comorien à travers le ministère de l'éducation nationale a fixé la prochaine rentrée scolaire 2019/2020 au 16 septembre prochain. Mais les enseignants comme on le craignant, menacent de ne pas faire la rentrée scolaire si le gouvernement ne règle pas la

question des avancements indiciers. « Nous avons toujours des avancements en souffrance. Et cette question est un préalable pour la prochaine rentrée », lance Karim Maoulida, le secrétaire général du Syndicat National des Professeurs, joint au téléphone par La Gazette des Comores.

Ce dernier montre par la suite que cette décision est prise à l'unanimité par l'ensemble des enseignants lors d'une assemblée générale tenue dans les trois îles. « Cette décision n'est pas encore définitive dans la mesure où nous attendions avant tout la décision finale de l'intersyndicale », précise-t-il, avant d'ajouter que « cette dernière

est attendue dans les prochains jours ».

Hier lundi, l'intersyndicale des agents de l'éducation a été reçue par le ministre de l'éducation nationale pour discuter de la prochaine rentrée scolaire. Ce dernier a profité de l'occasion pour sensibiliser aussi les enseignants sur la tenue des assises nationale de l'éducation. De son côté, l'intersyndicale a interpellé le ministre sur leurs revendications et leur position quant à la prochaine rentrée. Le ministre de l'éducation a pris acte et annonce qu'il va rendre compte au gouvernement de la situation.

Ibnou M. Abdou



Intersyndicale Enseignant.

TRANSPORT MARITIME

Inauguration officielle du Fatima Ferry à Mutsamudu

L'inauguration du bateau MS Fatima a eu lieu dimanche 8 septembre dans la salle de l'Etablissement Public Port Autonome Mutsamudu (EPPAM) à Anjouan. La cérémonie a été marquée par la présence des hautes autorités du pays dont le président Azali Assoumani.

C'était dans la journée du dimanche dernier qu'a eu lieu la cérémonie d'inauguration de la nouvelle ligne maritime Le Fatima. Un moment qui a rassemblé plusieurs autorités nationales ainsi que des acteurs du secteur des transports. Mohamed Hazi, le patron du Fatima, le dimanche dernier était une journée spéciale pour lui. « Je remercie le gouvernement d'avoir facilité les documents de mon bateau, jusqu'à avoir l'agrément. Notre objectif est de faciliter la circulation dans les îles voisins

notamment Madagascar. Mais je tiens aussi à signaler à nos concitoyens que si l'embarquement est à 8h c'est 8h. Aucun retard ne sera admis sinon tu va rater le bateau », précise-t-il.

De son côté Bakar Saindou le

directeur de l'EPPAM montre que l'arrivée du bateau va favoriser en qualité requise la circulation des biens et personnes à travers nos îles sœurs et dans la région. « Le bateau avec un tarif très attractif et dans un temps réduit, va assurer une fré-

quentation régulière des familles entre les îles dans l'intérêt de pouvoir entretenir une meilleure circulation », souligne-t-il, avant de rassurer « en m'adressant particulièrement à l'armateur et son équipe associée, nous, autorité portuaire plaçons avec sincérité à votre égard nos mots d'encouragement pour avoir investi dans le secteur maritime, en dépit des risques financiers, dans le seul esprit de servir votre nation, vos concitoyens. Et en ce sens, soyez rassuré en termes d'activités attractives de pouvoir bénéficier à notre niveau de qualité professionnelle les statuts d'un partenaire très privilégié ».

A l'occasion, le président de la République présent à l'inauguration pour montrer son soutien au secteur privé reste persuadé que les infrastructures sont la base du développement économique du pays. « Aujourd'hui, nous avons mis le

paquet pour reconstruire les routes et les agrandir et faire aussi les ports. La mer et la terre sont des richesses que le bon Dieu nous a accordées. Il faut les travailler afin d'avoir leurs fruits, souligne le président Azali Assoumani. A cet effet, nous remercions Mohamed Hazi pour cette initiative, et aussi aux jeunes qui prennent les risques de créer des sociétés privées. En tant que chef de l'Etat, je m'engage à mettre en place un dialogue entre les secteurs privé et public ». Il ajoute: « Nous ferons tout pour améliorer le secteur privé, car le secteur public ne peut pas réduire le taux de chômage. Je vous accompagne dans ce combat, pour le développement du pays mais aussi la lutte contre le chômage ».

Nassuf Ben Amad



Inauguration Le Fatima

JEUNESSE

«Mon corps, ma vie, mon monde!», la nouvelle stratégie de l'UNFPA

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la jeunesse, l'UNFPA a profité de cette occasion pour dévoiler la nouvelle stratégie dédiée à la jeunesse. Une stratégie qui vise à émanciper les jeunes et leur permettre de faire leurs propres choix et décider eux-mêmes de leur avenir.

L'UNFPA vient de mettre en place une nouvelle stratégie dédiée à la jeunesse qu'il appelle communément « Mon corps, ma vie, mon monde! ». L'assistant représentant de l'organisation en Union des Comores a profité de la journée internationale de la jeunesse pour annoncer la nouvelle à la jeunesse comorienne. Cette dernière est en pré-lancement pendant la journée internationale de jeunesse mais elle sera lancée officiellement à New York en ce mois de Septembre par la Directrice Exécutive de l'UNFPA. « Le nouveau concept « Mon corps, ma vie, mon monde » est conforme au Plan stratégique 2018-2021 de l'UNFPA

et à la stratégie des Nations Unies pour la Jeunesse 2030.

Il s'agit de permettre aux jeunes à avoir accès à des services et à des informations de santé sexuelle et reproductive intégrées pour tous les adolescents et les jeunes, à prendre en compte les déterminants de la santé et du bien-être des adolescents et des jeunes, en particulier les filles, faire respecter leurs droits et investir dans le capital humain et permettre la participation systématique et significative des adolescents et des jeunes au développement durable, à l'action humanitaire et au maintien de la paix », a montré Mamadou Boina Maecha. Pour réaffirmer l'engagement de l'organisation à aider les jeunes à réaliser leur plein potentiel dans la vie, il place leurs besoins, aspirations et idéaux au cœur de leur travail pour soutenir la réalisation des objectifs de développement durable et le programme de la CIPD d'ici 2030.

La nouvelle stratégie vise à émanciper les jeunes et leur permettre de faire leurs propres choix et décider eux-mêmes de leur avenir.

C'est dans cette initiative que les jeunes pourront à leur tour transformer le monde. « Mon corps, ma vie, mon monde! Cette stratégie est fondée sur ce que nous avons appris des jeunes au cours de décennies de programmation avec et pour eux. Co-créé avec des milliers de jeunes militants et défenseurs de la cause à travers le monde, il s'inscrit dans le cadre de la «Jeunesse 2030», l'action plus globale des Nations Unies visant à protéger la santé et les droits des jeunes et à leur donner les moyens de façonner leur propre avenir et de participer au développement de leur avenir des pays », a souligné la Directrice Exécutive, Natalia Kanem à l'occasion de la Journée Internationale de la Jeunesse.

Dotés de la bonne information et de la bonne préparation, les jeunes du monde ont le potentiel d'apporter un changement positif dans le monde. Ce potentiel ne peut être réalisé que s'ils sont en bonne santé, éduqués et contrôlent leur corps et leur vie. Et l'UNFPA, nous travaillons de concert avec les gouver-



nements, la société civile et les partenaires de développement et, surtout, avec les jeunes eux-mêmes afin de leur donner les connaissances

et le pouvoir de faire des choix éclairés et de participer en tant que citoyens actifs.

MY

SOCIÉTÉ

ONG Cap accorde des bourses scolaires à six enfants

Le Conseil de la Paix (Cap) a organisé à l'école primaire publique Moroni Application le 7 septembre dernier une cérémonie de remise de bourses scolaires aux enfants démunis et handicapés. Six enfants en ont bénéficié dont 4 se sont vus payer leur frais de scolarisation annuelle 2019-2020 et 2 autres qui ont vu leurs frais de déplacement assurés. Ce don est appuyé par l'organisation LaunchGood avec un financement évalué à 849 000 francs comoriens.

Conscient que par manque de moyens, certains enfants ne sont pas bien scolarisés, l'ONG Conseil de la Paix (Cap) à travers d'autres organisations non gouvernementales comoriennes et étrangères décident d'intervenir dans la vie scolaire des enfants nécessiteux. A chaque rentrée scolaire, l'ONG Cap offre des bourses

scolaires aux enfants démunis et handicapés. Pour cette rentrée 2019-2020, l'ONG a facilité la scolarisation de six enfants. « Nous faisons cet acte de charité depuis longtemps. On a cette volonté d'apporter notre soutien aux enfants démunis et à mobilité réduite dans le domaine d'éducation. Cette année on vient de remettre à six enfants des bourses scolaires et nous espérons aller au-delà les années qui suivent et faire en sorte également que d'autres enfants en dehors de la capitale soient bénéficiaires », explique le président du Cap, Akim Said M'changama. Avec un financement participatif de l'ONG LaunchGood évalué à 849 000 francs comoriens, l'ONG Cap a réussi à payer l'écolage annuel de 4 enfants puis les frais de transports de 2 enfants.

Dans son programme de lutte contre la pauvreté des enfants, l'ONG Cap a décidé depuis l'année dernière d'apporter de l'aide finan-

cière et matérielle aux enfants afin de leur permettre d'apprendre à lire et à écrire. « C'est pour cette raison que je regrette l'absence de certains partenaires dans cette cérémonie. Qu'il soit handicapé ou non, un enfant a le droit d'être instruit. Tel est notre objectif principal. Ainsi j'appelle les autres associations et organisations à nous accompagner », appelle-t-il.

Au niveau de l'inspection pédagogique de Ngazidja, on estime que le programme mérite toute sorte d'accompagnement. Pour développer le pays, la participation de chacun est nécessaire. « Je peux me permettre de dire que cet acte vient de montrer aux comoriens que l'éducation est sans limite. Que chacun de nous médite sur le problème et où peut être la solution », souli-

gne Abdillah Ahmed Samba. L'ONG Cap se fixe quatre objectifs en vue de contribuer au bien-être du pays. L'année dernière, l'ONG Cap a remis des dictionnaires aux élèves de l'école primaire d'application, et a donné aussi des extraits d'acte de naissances à des enfants qui n'en avaient pas avec l'appui de la Mission Catholique.

Kamal Gamal



Bourse scolaire ONG Cap.



COOP-CA MECKMORONI

Société coopérative avec Conseil d'Administration MECK-MORONI
B.P 877, Moroni Route de la Corniche, Ngazidja –Union des Comores
Tel: (+269) 773 27 28 / (+269) 773 82 83

AVIS DE RECRUTEMENT

Direction Exécutive
S. Ressources Humaines

Dans le cadre du renforcement deson personnel, la Direction Exécutive de la Meck Moroni recrute sur concours :

01 Gestionnaire des risques : **Risk**

Manager;

Exigence des postes

1. Les candidats(es) doivent : - Être de nationalité comorienne

2. Profils souhaités :

A/ MISSION

Rattaché directement au Chef de Service Audit et Contrôle, le risk manager aura pour mission conformément aux politiques de gestion des risques de la Meck-Moroni de:

* S'assurer de la mise en place des politiques et procédures performantes de gestion des risques

* S'assurer que l'ensemble des risques est identifié,

mesuré, contrôlé et géré ;

L'avis de recrutement détaillé est consultable sur le site internet www.meck-moroni.org et sur la page Facebook Meck Moroni Officiel. Il précise les activités du poste, les compétences, l'expérience et les qualifications requises.

Dépôts des dossiers :

Les dossiers des candidatures doivent être adressés à la Directrice Exécutive, sous pli ferméportant la mention : **Recrutement+(poste à pourvoir) Exemple : « Recrutement RiskManager»**

* **Date limite : jeudi 19 septembre 2019 à 14h00mn.**

* **Lieu :Meck-Moroni**

A l'attention de la DirectriceExécutive de la Meck Moroni

Service Administratif, Ressources Humaines, MG, A.

Tel :773 27 28 / 773 82 83

FOOTBALL : TOGO, TOUR QUALIFICATIF DU MONDIAL QATAR 2022

Cœlacanthes, comment déjouer les pronostics à Lomé ?

A Moroni le vendredi 6 septembre dernier, lors du match aller, Cœlacanthes et Éperviers ont proposé un jeu entreprenant et enflammant, multipliant les actions menaçantes, néanmoins maigres en réalisation (1-1). A Lomé, cet après-midi, pour espérer entrevoir une gloire, les Cœlacanthes doivent faire preuve de sang-froid dans la finition. « Notre objectif, c'est faire la différence, afin de valider les tickets pour la suite de la compétition. Et nous y tenons », révèle Salimo, 3e gardien de but des Cœlacanthes.

Le duel aller (Cœlacanthes # Éperviers), comptant pour le tour préliminaire d'une qualification en poules pour le Mondial Qatar 2022 s'est achevé sur un score de parité (1-1), favorable aux Togolais, mathématiquement. A Lomé ce mardi 10 septembre 2019, le duel retour est très attendu. Aveuglés par une victoire nette, Cœlacanthes # Éperviers devront proposer un spectacle de haut niveau, et potentiellement élevé la cadence du jeu.

Considérant le suspense vécu à Moroni, le prétendant à la qualifica-



tion qui réussira à apporter de temps à autre le surnombre à partir des flancs, gauche et/ou droit, a une forte chance de troubler le bloc défensif adverse. A Moroni, la brève domination des Éperviers sur les Cœlacanthes, juste au 1er quart

d'heure du jeu, s'explique par le système de surnombre et la vitesse au remplacement.

Autre observation, le manque de réalisme devant le but a souvent joué contre le trio technique comorien, Djudja, Mayélé et Selemane,

en première période. « Et même au retour des vestiaires, malgré la présence des autres jokers, entre autre, Assana, Ben Fardou et Youssouf Mchangama, nos attaques sont restées vaines », ajoute un confrère de la place. A Lomé, les Cœlacanthes

ont donc intérêt à faire preuve de sang-froid dans la finition.

Sur le papier, l'inégalité en termes d'expérience donne favoris des pronostics les Togolais. Mais, comme disait le président Azali, « le football n'est pas scientifique, comme trois et un font quatre ». Le samedi 7 septembre dernier à Moroni, les Cœlacanthes ont effectué une séance de décrassage au complexe omnisports de Maluzini. L'environnement était détendu. Ce qui laisse entrevoir un espoir à Lomé. « Écoutez, le score (1-1) ne présente pas un obstacle pour nous. Tout est possible. Le moral du groupe est stable. C'est important », apaise Salimo Velonjara, gardien de but remplaçant, évoluant au championnat national.

Si la 2e séance de récupération active qui attend à Lomé les Cœlacanthes, est relativement dosée, après un long trajet aérien qu'ils vont effectuer, l'hypothèse de déjouer les pronostics est vivement soutenable. L'essentiel, c'est de réussir à faire toujours preuve de grande force morale. Comores, bonne chance !

Bm Gondet

Salama

VOUS AUSSI,
ADHÉREZ GRATUITEMENT
À NOTRE PROGRAMME DE FIDÉLITÉ

ET PROFITEZ D'AVANTAGES EXCLUSIFS !
(excédents bagages, billets gratuits, cadeaux, etc.)

Plus d'infos dans la rubrique "Salama" sur

 AB Aviation

www.flyabaviation.com

Admission des Comores au groupe des pays intermédiaires : s'en réjouir sans triomphalisme

Le classement se fait annuellement, en juillet. Prions pour que l'an prochain, on ne soit pas déclassé. Car, il faut le dire, ce n'était pas gagné d'avance. La victoire était sur un fil de rasoir. Notre revenu national brut par habitant en 2019 est estimé à 833\$. Les pays dits à revenu intermédiaire de la tranche inférieure tablent entre 996\$ et 3895\$. Nous ne poserons pas la question de savoir comment alors nous avons pu nous trouver dans un groupe auquel notre RNB actuel ne pouvait nous permettre d'y accéder. La Banque mondiale a peut-être ses raisons que le comorien lambda ne connaît point. Ou peut-être que les chiffres que manipule notre gouvernement, le comorien ordinaire est inapte à les cerner. Passons ! On y est, c'est l'essentiel.

Le reste, diront les affidés et autres inféodés, n'est que querrelle de clocher. Rappelons néanmoins qu'en 2016, notre revenu mensuel moyen était de 64,2\$ et nous occupions la 155ème place sur 175 pays, loin derrière les îles Maldives et Maurice, respectivement aux 55ème et 57ème places. Nous étions cependant, presque au coude à coude avec le Sénégal et le Zimbabwe, mais devant le Mali, le Népal, le Tchad, le Rwanda, l'Éthiopie et Madagascar. Au 26 août 2019, le revenu mensuel moyen était estimé à 70\$. Une augmenta-

tion de seulement 6\$, comparative-ment à 2016. C'est pourquoi il vaudrait mieux être parcimonieuses dans l'enthousiasme, s'en réjouir mais sans triomphalisme débordant.

La Banque Mondiale classe les économies du monde en 4 groupes: les pays au revenu élevé, les pays au revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les pays au revenu intermédiaire de la tranche inférieure et enfin les pays au faible revenu. Nous venons d'accéder au groupe 3. Il faut dire que le classement est plus tatillon que la présentation expéditive mais compréhensible du Président Azali.

Le chef de l'Etat dit par ailleurs que ce classement vient conforter les efforts inlassables entrepris ces trois dernières années. N'allons pas vite en besogne. Il conviendrait de relativiser, car il y a des bémols, et pas des moindres.

Certaines données et informations sont souvent fausses mais on les gobe. Nous sommes facilement manipulables car nous refusons d'être des citoyens avertis. On nous passe tout parce qu'on laisse tout passer. Et devrait cesser cette frilosité ambiante qui fait que quand quelqu'un essaie d'apporter la contradiction, il est vite taxé d'oposant. Une démocratie sans le débat contradictoire est une imposture.

Notre taux de croissance peine à



atteindre les 3%. Le Rwanda, que nous venons de rejoindre dans cette catégorie, et que nous devançons en RNB par habitant en 2016, arbore un taux de croissance qui va bientôt frôler les 8%. Notre taux de chômage avoisine actuellement les 16%. Il était de 14% en 2016. Chez les jeunes, il est paradoxalement passé de 45% à presque 50%. Pourtant, le gouvernement n'arrête pas de parler d'embellie sans jamais pouvoir chiffrer le nombre d'emplois créés. Les salaires stagnent. Ils ne sont pas arrimés au coût exorbitant de la vie. La baisse du pouvoir d'achat n'est plus à démontrer. Ni plus cette inflation sauvage que

le gouvernement entend combattre en voulant ériger les consommateurs en gendarmes. Cela a des noms: démission, fuite en avant, avoie d'impuissance. La résurgence des arriérés de salaire dans la fonction publique est une véritable chape de plomb sur les efforts consentis de 2010 à mai 2019, en vue de conjurer le fléau. Ce qu'on croyait être un acquis serait-il en train de devenir une illusion? Et comme un malheur n'arrive jamais seul, le paiement désormais irrégulier des salaires, non seulement piétine la Convention 95 de l'OIT mais occasionne en plus des agios estimés à 260.000.000 fc par retard,

pour les 99% de fonctionnaires en situation de découvert à la SNPSF. Dans ces conditions, les horizons sont bouchés pour tous ces agents de l'Etat étranglés par ce paiement des salaires à intervalles irréguliers. Et l'épargne? Un voeu pieux.

Dire, par ailleurs, que ce nouveau classement de la Banque mondiale traduit un recul de la pauvreté, c'est prendre des raccourcis regrettables. En 2018, la Commission de l'Union Européenne chargée des questions de développement rapportait que 70% des personnes en situation de pauvreté vivent dans les pays à revenu intermédiaire. Difficile de dire que les Comores ferait figure d'exception. Et même si nous sommes à 3% de croissance, il s'agit de cette forme de croissance baptisée croissance non-inclusive ou déséquilibrée. En langage clair, elle est sans réel impact sur la réduction de la pauvreté.

Alors, le Président Azali et son gouvernement peuvent ne pas boudier leur joie. Mais, les réalités quotidiennes démentent la décision de la Banque mondiale de nous hisser au rang des pays à revenu intermédiaire. Il y a, comme du flou dans tout cela. Or, comme disait l'autre, quand il y a du flou c'est qu'il y a un loup.

Chabane Mohamed, enseignant et syndicaliste
Moroni, le 08 septembre 2019.

MATEMBEZI
Travel & Tourism Agency

GSA

Ethiopian
የኢትዮጵያ

THE NEW SPIRIT OF AFRICA

TEL: (00269) 463 04 67/333 04 00

B.P: 514 Moroni-Comoros

Email: Alimh@ethiopianairlines.com

Ethiopian Airlines informe son honorable clientèle qu'en cette période de rentrée universitaire, des tarifs étudiants sont disponibles.

Pour plus de précision veuillez passer à l'AGENCE MATEMBEZI, GSA d'ETHIOPIAN AIRLINES Sise à l'Immeuble Riv'Ka, Rez de chaussée, Face à l'Alliance Française.

Le Directeur
ALI MOHAMED Niza